

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

20 JUIN 1994

BUDGET ADMINISTRATIF AJUSTE

du Ministère de l'Agriculture
pour l'année budgétaire 1994

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'AGRICULTURE ET
DES CLASSES MOYENNES (1)

PAR M. VAN LOOY

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce budget administratif ajusté au cours de sa réunion du 16 juin 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Hostekint.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. De Keersmaecker, Ghesquière, Moors, Schuermans, Van Looy.
P.S. MM. Canon, Charlier (G.), Delizée, Janssens.
V.L.D. MM. Demeulenaere, Denys, Mme Nelis-Van Liedekerke, M. Vergote.
S.P. MM. Bourgeois (M.), Hostekint, Logist.
P.R.L. MM. Bertrand, Hazette.
P.S.C. MM. Beaufays, Thissen.
Ecolo/ Agalev
Vl. M. Caubergs.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Cauwenberghs, De Clerck, Desmet, Mme Merckx-Van Goeij, MM. Tant, Van Parys.
MM. Gilles, Minet, Namotte, Walry, N.
MM. Bril, Deswaene, Platteau, Ramoudt, Versnick.
MM. De Mol, Lisabeth, Schellens, Vande Lanotte.
MM. Ducarme, Saulmont, Severin.
MM. Philippe Charlier, Hiance, Poncelet.
MM. Barbé, Dejonckheere, De Vlieghere.
MM. De Man, Wymeersch.

Voir :

- 1470 - 93 / 94 :

— N° 1 : Budget administratif ajusté.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

20 JUNI 1994

AANGEPASTE ADMINISTRATIEVE BEGROTING

van het Ministerie van Landbouw
voor het begrotingsjaar 1994

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE LANDBOUW EN
DE MIDDENSTAND (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN LOOY

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavige aangepaste administratieve begroting besproken tijdens haar vergadering van 16 juni 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Hostekint.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. De Keersmaecker, Ghesquière, Moors, Schuermans, Van Looy.
P.S. HH. Canon, Charlier (G.), Delizée, Janssens.
V.L.D. HH. Demeulenaere, Denys, Mevr. Nelis-Van Liedekerke, H. Vergote.
S.P. HH. Bourgeois (M.), Hostekint, Logist.
P.R.L. HH. Bertrand, Hazette.
P.S.C. HH. Beaufays, Thissen.
Ecolo/ Agalev
Vl. H. Caubergs.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, De Clerck, Desmet, Mevr. Merckx-Van Goeij, HH. Tant, Van Parys.
HH. Gilles, Minet, Namotte, Walry, N.
HH. Bril, Deswaene, Platteau, Ramoudt, Versnick.
HH. De Mol, Lisabeth, Schellens, Vande Lanotte.
HH. Ducarme, Saulmont, Severin.
HH. Philippe Charlier, Hiance, Poncelet.
HH. Barbé, Dejonckheere, De Vlieghere.
HH. De Man, Wymeersch.

Zie :

- 1470 - 93 / 94 :

— N° 1 : Aangepaste administratieve begroting.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

DISCUSSION

Le ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Agriculture fournit quelques précisions à propos de certains chiffres.

Le budget global du ministère de l'Agriculture, pour 1994, s'élevait initialement à 13 239,2 millions de francs. Le budget ajusté prévoit 419,2 millions de francs de plus, ce qui porte le budget global à 13 658,4 millions de francs. Si l'on fait abstraction des crédits variables des fonds organiques (qui sont alimentés par des moyens non budgétaires), l'ajustement du budget consiste en une réduction de 648,4 millions de francs des crédits budgétaires.

Les principales diminutions et augmentations (en millions de francs) de dépenses concernent les postes suivants :

	Crédits de fonds — Fonds-kredieten	Crédits non-dissociés — Niet-gesplitste kredieten	
— Régionalisation		- 156,6	— Regionalisering.
— Contribution aux économies de 2 milliards de francs à réaliser pour l'ensemble des départements		- 124,2	— Aandeel in de besparingsinspanning van 2 miljard frank op alle departementen samen.
— Participation aux frais de fonctionnement de l'Institut géographique national (est à charge du budget de la Défense nationale)		- 60,8	— De bijdrage in de werkingskosten van het Nationaal Geografisch Instituut werd geschrapt (valt ten laste van de begroting van Landsverdediging).
— Intérêts sur prêts FEOGA (préfinancement) ..		- 100,0	— Rente op EOGFL-lening (prefinanciering).
— Santé des animaux : des moyens ont été prévus, aux crédits variables, pour couvrir les frais engagés dans le cadre de la lutte contre la peste porcine	+ 697,9	- 52,0	— Diergezondheid : op de variabele kredieten zijn middelen voorhanden om de kosten in het raam van de bestrijding van de varkenskoorts te dekken.
— Intégration de parastataux (soldes) : le résultat de cette opération figure à présent dans le budget. Autrefois, seule la dotation figurait au budget du ministère.		- 11,8	— Integratie van parastatalen (saldi) : het resultaat kan nu worden teruggevonden in de begroting. Vroeger was enkel de dotatie in de begroting van het ministerie opgenomen.
— ONDAH	+ 177,4		— NDALTP.
— ONL	+ 92,2		— NZD.
— OBEA			— BDBL.
— Fonds agricole : remboursement anticipé d'un emprunt de 1,3 milliard de francs	+ 202,0	- 252,7	— Landbouwfonds : vervroegde terugbetaling van een lening van 1,3 miljard frank.
— Fonds d'investissement agricole : charges du passé			— Landbouwinvesteringsfonds : lasten van het verleden.
	+ 1 169,6	- 757,4	

Le ministre se déclare disposé à fournir au besoin par écrit des précisions supplémentaires à la Commission.

M. Van Looy constate qu'il s'agit d'un ajustement budgétaire relativement important, nécessité notamment par la réforme de l'Etat et par la réorganisation des parastataux. C'est ainsi qu'un secteur « Lait » a été créé au sein du Fonds de la santé et de la production des animaux. L'intervenant note que les crédits destinés au Bureau d'intervention et de restitution belge sont en augmentation de 92,2 millions de francs, alors que le poste correspondant n'apparaît plus au budget des Affaires économiques. Le ministre peut-il fournir des précisions à ce sujet ?

BESPREKING

De minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw wenst enige toelichting te geven bij enkele cijfers.

De totale begroting van het ministerie van Landbouw bedroeg initieel voor 1994 13 239,2 miljoen frank. De aangepaste begroting bedraagt 419,2 miljoen frank meer, zijnde 13 658,4 miljoen frank. Maakt men abstractie van de veranderlijke kredieten van de organieke fondsen (die met niet-budgettaire middelen worden gestijfd), dan gaat de begrotingsaanpassing gepaard met een vermindering van 648,4 miljoen frank op de budgettaire kredieten.

De belangrijkste minder- respectievelijk meeruitgaven (in miljoenen franken) hebben betrekking op de volgende posten :

De minister verklaart zich bereid desgewenst schriftelijk meer gedetailleerde gegevens aan de Commissie te bezorgen.

De heer Van Looy stelt vast dat het een vrij ingrijpende begrotingsaanpassing betreft. Dat is gedeeltelijk het gevolg van de staatshervorming en van de reorganisatie van de parastatalen. Zo werd in het raam van het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren een sector « melk » gecreëerd. Spreker merkt op dat voor het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau 92,2 miljoen frank meer werd ingeschreven, terwijl de overeenkomstige post op de begroting van Economische Zaken niet langer voorkomt. Kan de minister hieromtrent enige toelichting verstrekken ?

L'intervenant se réjouit de la centralisation de toutes les dépenses afférentes à l'Institut géographique national au département de la Défense nationale. La Commission avait insisté sur ce point.

En ce qui concerne le Fonds de la santé et de la production des animaux, le solde positif de 331,3 millions de francs reste supérieur aux prévisions. Les prévisions relatives aux recettes sont également revues à la hausse (+ 776,7 millions de francs). Au lieu de 1 446,3 millions, c'est un montant de 2 554,3 millions de francs qui sera disponible en 1994. Le ministre peut-il expliquer cette forte augmentation des recettes (cotisations des agriculteurs) ?

Un montant supplémentaire de 555 millions de francs a été affecté à la lutte contre la peste porcine. Ce montant sera-t-il suffisant ? Le ministre a-t-il quelque idée de l'évolution des frais afférents aux opérations en cours ?

Quelle est la quote-part de l'Union européenne ?

L'Allemagne apporte-t-elle une quelconque contribution ?

En ce qui concerne le Fonds agricole, le ministre a fait état de l'amortissement anticipé d'un emprunt (voir Doc. n° 1470/1, p. 27, poste budgétaire 53.40.9102). Pourquoi cet emprunt est-il remboursé anticipativement ?

Le ministre peut-il commenter les glissements qui ont été opérés entre le poste afférent aux aides octroyées dans le cadre de l'ancienne réglementation et celui afférent aux aides octroyées dans le cadre de la nouvelle réglementation (voir Doc. n° 1470/1, p. 27, postes budgétaires 53.41.3120 et 53.41.3121) ?

En ce qui concerne la recherche scientifique, l'intervenant constate que les crédits afférents au poste budgétaire intitulé « Dépenses de toute nature en rapport avec l'étude de problèmes scientifiques urgents entrepris par des groupes de travail et des centres d'étude ou de recherche privés et avec l'étude de problèmes urgents d'économie agricole » (voir Doc. n° 1470/1, p. 29, poste budgétaire 54.11.1245) ont été fortement réduits.

Quels sont les organismes et les travaux de recherche touchés par cette réduction ?

En guise de conclusion, l'intervenant fait observer que le contrôle budgétaire a, une fois de plus, imposé un effort considérable au département. Le département de l'Agriculture pourrait servir d'exemple en matière d'économies. Il faut en revanche reconnaître que les crédits de fonds ont sensiblement augmenté (revenus UE et contributions du secteur).

Le ministre souligne que les économies proprement dites réalisées dans le cadre du budget du ministère de l'Agriculture sont relativement limitées comparées à celles réalisées dans d'autres départements.

En ce qui concerne la peste porcine, le ministre précise que l'Allemagne n'indemnise pas la Belgique pour l'apparition de foyers de fièvre porcine en Belgique. On peut raisonnablement supposer que la maladie a été introduite en Belgique par l'importation de

Spreker verheugt zich over de centralisering van alle uitgaven met betrekking tot het Nationaal Geografisch Instituut bij het departement van Landsverdediging. Daarop was vanuit de Commissie aangedrongen.

Wat het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren betreft, blijkt het positieve saldo 331,3 miljoen frank hoger te liggen dan verwacht. De raming van de ontvangsten wordt eveneens naar boven herzien (+ 776,7 miljoen frank). In plaats van 1 446,3 miljoen frank zal er voor 1994 2 554,3 miljoen frank beschikbaar zijn. Kan de minister deze sterke stijging van de ontvangsten (bijdragen van de landbouwers) verklaren ?

Voor de bestrijding van de varkenskoorts is 555 miljoen frank extra uitgetrokken. Zal dit bedrag toereikend zijn ? Heeft de minister enig zicht op de ontwikkeling van de kosten met betrekking tot de lopende operaties ?

Wat is het aandeel van de Europese Unie ?

Is er enige Duitse bijdrage ?

Met betrekking tot het Landbouwfonds maakte de minister gewag van een vervroegde aflossing van een lening (zie Stuk n° 1470/1, blz. 27, begrotingspost 53.40.9102). Waarom wordt die lening vervroegd terugbetaald ?

Kan de minister enige toelichting geven bij de verschuivingen tussen de post voor steun onder de oude reglementering enerzijds en die voor steun onder de nieuwe reglementering (zie Stuk n° 1470/1, blz. 27, begrotingsposten 53.41.3120 en 53.41.3121) ?

Wat het wetenschappelijk onderzoek betreft, stelt spreker een forse vermindering vast van de begrotingspost « Uitgaven van alle aard in verband met de studie van dwingende wetenschappelijke problemen ondernomen door werkgroepen of door private studie- of onderzoekcentra en met dringende landbouweconomische problemen » (zie Stuk n° 1470/1, blz. 29, begrotingspost 54.11.1245).

Welke instellingen en welk onderzoek worden hierdoor getroffen ?

Ter afronding merkt spreker op dat de begrotingscontrole eens te meer een zware inspanning van het departement heeft gevergd. Inzake besparingen kan het departement van Landbouw model staan. Daartegenover staat evenwel een gevoelige toename van de fondskredieten (EU-inkomsten en bijdragen van de sector).

De minister wijst erop dat de eigenlijke besparingen op de begroting van het ministerie van landbouw betrekkelijk gering zijn vergeleken bij andere departementen.

Wat de varkenskoorts betreft, antwoordt de minister dat Duitsland aan België geen bijdrage betaalt als schadevergoeding voor het uitbreken van de varkenskoorts in België. Het is juist dat aannemelijk kan worden gemaakt dat de ziekte op een bepaald

porcelets allemands. On ne peut toutefois affirmer avec certitude que les cas enregistrés à l'heure actuelle sont la conséquence de ces importations. Le coût de la fièvre porcine est évalué à environ 2 milliards de francs. De ce montant, 1 à 1,1 milliard de francs au moins sont pris en charge par l'Union européenne et 200 millions de francs sont à charge du budget fédéral (crédits non dissociés). Le solde est à la charge des crédits des fonds. Le ministre précise que l'UE s'est montrée disposée à accroître sa participation, du fait notamment que les causes de la maladie se situaient sans doute en dehors de la Belgique et que les méthodes de lutte contre la maladie mises en œuvre en Belgique sont exemplaires.

En ce qui concerne la recherche scientifique, le ministre souligne que la diminution de 65,7 millions de francs au poste 54.11.1245 doit être compensée par le montant de 55,3 millions de francs inscrit au poste 54.11.1111.

La diminution réelle ne représente dès lors que 10,4 millions de francs. Elle s'inscrit dans la ligne des économies à réaliser dans le cadre de l'économie générale de 2 milliards de francs (pour l'ensemble des départements). L'économie (récurrente) a pu être réalisée en occupant le personnel des groupes de travail en tant que contractuels de l'Etat. Dans le cadre de l'audit précité, un montant de 15 millions de francs à également été économisé sur le poste budgétaire 54.12.4140 (subventions à l'IRSIA) (voir Doc. n° 1470/1, p. 28).

Quant à l'emprunt contracté dans le cadre du Fonds agricole, l'objectif est de la rembourser le plus rapidement possible afin de réduire la charge d'intérêts.

Pour ce qui est de l'OBEA, le ministre fait observer que certains membres du personnel passent au département de l'Agriculture. Cent quarante-huit agents du département des Affaires économiques sont toutefois transférés à l'OBEA, de sorte que l'on note une augmentation des crédits prévus au budget de l'Agriculture et une réduction des crédits prévus au budget des Affaires économiques.

*
* *

M. Vergote marque son accord sur l'augmentation des crédits destinés à lutter contre la peste porcine tout en déplorant que les moyens affectés à la recherche scientifique, qu'il y aurait lieu d'encourager, ne cessent de diminuer. *M. Vergote* déclare dès lors ne pas pouvoir approuver la motion de conformité.

L'intervenant s'enquiert ensuite auprès du ministre de l'Etat d'avancement de l'étude sur les conséquences de l'accord du GATT pour l'agriculture et l'horticulture belges.

Le ministre répond que de nombreux Etats de l'UE ont commandé des évaluations à leurs services économiques. En Belgique, c'est l'Institut économique

ogenblik België is binnengebracht via de invoer van Duitse biggen. Men kan echter niet stellen dat de gevallen die zich thans voordoen daarvan het gevolg zouden zijn. De kosten van de varkenskoorts worden thans geraamd op ongeveer 2 miljard frank. De Europese Unie neemt daarvan ten minste 1 à 1,1 miljard frank voor haar rekening; 200 miljoen frank komt ten laste van de nationale begroting (niet-gesplitste kredieten). Het resterende bedrag is ten laste van de fondskredieten. De minister wijst erop dat de EU bereid werd gevonden haar tegemoetkoming te verhogen onder meer omdat de oorzaken van de ziekte wellicht buiten België lagen en omdat de bestrijdingsmethoden in België model kunnen staan voor de andere landen.

Inzake wetenschappelijk onderzoek wijst de minister erop dat de vermindering van 65,7 miljoen frank op de post 54.11.1245 moet worden gecompenseerd met het bedrag van 55,3 miljoen frank op de post 54.11.1111.

De reële vermindering bedraagt derhalve slechts 10,4 miljoen frank. Ze maakt deel uit van de besparingen waartoe in het kader van de algemene besparing van 2 miljard frank (op alle departementen samen) moest worden overgegaan. De besparing (recurrent) kon worden verwezenlijkt door het personeel van de werkgroepen als contractuelen van de Staat tewerk te stellen. In het kader van voormelde audit werd ook op begrotingspost 54.12.4140 (subsidie aan het IWONL) 15 miljoen frank bespaard (zie Stuk n° 1470/1, blz. 29).

Wat de lening in het raam van het Landbouwfonds betreft, is het de bedoeling die lening zo snel mogelijk af te lossen om de intrestlast te drukken.

Met betrekking tot de BDBL wijst de minister erop dat er personeelsleden overgaan naar het departement van Landbouw. Er worden echter 148 personeelsleden van het departement van Economische Zaken naar de BDBL overgedragen, zodat enerzijds meer kredieten worden uitgetrokken op de begroting van Landbouw en anderzijds minder op die van Economische Zaken.

*
* *

De heer Vergote verklaart zich akkoord met stijging van de kredieten ter bestrijding van de varkenskoorts. Hij betreurt evenwel dat de middelen bestemd voor wetenschappelijk onderzoek, dat zou moeten worden gestimuleerd, blijven dalen. *De heer Vergote* verklaart de conformiteitsmotie dan ook niet te kunnen goedkeuren.

De heer Vergote wenst vervolgens van de minister te vernemen hoever de studie van de gevolgen van het GATT-akkoord voor de Belgische land- en tuinbouw is gevorderd.

De minister antwoordt dat tal van EU-landen aan hun economische diensten evaluaties hebben gevraagd. In België gebeurt die door het Landbouwecon-

agricole qui s'en charge. Aucune évaluation ne peut toutefois être réalisée pour l'instant, étant donné que la Commission européenne n'a pas encore chiffré exactement les répercussions de cet accord sur la politique européenne et qu'on ignore dès lors encore comment les éventuelles conséquences négatives seront compensées.

Le ministre souligne, à ce propos, que l'exécution de l'accord du GATT n'en est qu'à ses débuts et qu'il y a lieu de tenir compte de diverses données à l'échelle mondiale.

Le ministre a insisté une nouvelle fois, lors du dernier Conseil de ministres européen, afin que la Commission communique au moins quelques indications. Il est clair que celles-ci seraient utiles à l'heure où l'on fixe les prix agricoles pour 1994-1995.

M. Vergote souligne qu'il est indispensable de réaliser une étude distincte pour la Belgique de telle sorte que la politique puisse éventuellement être adaptée. Il insiste pour que les nouvelles données soient transmises à la Commission dès qu'elles seront disponibles.

*
* *

La Commission adopte, par 12 voix contre 2, la proposition de motion motivée ci-après constatant que le budget administratif ajusté du ministère de l'agriculture est conforme au contenu et aux objectifs du projet de loi portant troisième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1994.

Le Rapporteur,

J. VAN LOOY

Le Président,

P. HOSTEKINT

nomisch Instituut. Op dit ogenblik blijken zulke evaluaties echter nog niet mogelijk omdat de Europese Commissie zelf nog niet precies becijferd heeft wat de gevolgen zullen zijn voor het Europese beleid en derhalve evenmin duidelijk is hoe eventuele negatieve gevolgen zullen worden gecompenseerd.

De minister wijst er in dat verband op dat de uitvoering van het GATT-akkoord pas nu begint en dat rekening moet worden gehouden met allerhande gegevens op wereldschaal.

De minister heeft er op de jongste Europese ministerraad nogmaals op aangedrongen dat van de kant van de Commissie op zijn minst enkele signalen zouden worden gegeven. Die zouden uiteraard dienstig zijn nu de landbouwprijzen voor 1994-1995 worden vastgesteld.

De heer Vergote legt er de nadruk op dat een afzonderlijke studie voor België onontbeerlijk is met het oog op de eventuele bijsturing van het beleid. Hij dringt erop aan dat wanneer nieuwe gegevens beschikbaar zullen zijn, zij aan de Commissie zouden worden meegedeeld.

*
* *

Het voorstel van gemotiveerde motie waarvan de tekst hierna volgt en waarin wordt vastgesteld dat de aangepaste administratieve begroting van het ministerie van Landbouw in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van het wetsontwerp houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1994 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

De Rapporteur,

J. VAN LOOY

De Voorzitter,

P. HOSTEKINT

PROPOSITION DE MOTION MOTIVEE
ADOPTÉE PAR LA COMMISSION

« La Chambre,

Vu l'article 20 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (Moniteur belge du 21 août 1991),

Vu également les articles 74, n^{os} 8 et 9, et 81 du Règlement de la Chambre,

Vu enfin le projet de loi contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1994,

1) Constate que le budget administratif ajusté du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1994 est composé de *tableaux d'allocations de base*, ainsi que le prévoient les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

2) Constate par ailleurs que, dans sa lettre du 6 juin 1994, la *Cour des comptes* fait savoir qu'elle n'a pas d'observation à formuler concernant la conformité de ce document avec le budget général des dépenses ajusté de la même année budgétaire.

*
* *

Déclare que ce budget administratif est conforme au contenu et aux objectifs du projet de loi contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1994. »

VOORSTEL VAN GEMOTIVEERDE MOTIE
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

« De Kamer,

Gelet op artikel 20 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Belgisch Staatsblad van 21 augustus 1991),

Mede gelet op de artikelen 74, n^{rs} 8 en 9, en 81 van het Reglement van de Kamer,

Gelet tenslotte op het wetsontwerp houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1994,

1) Stelt vast dat de aangepaste administratieve begroting van het Ministerie van Landbouw van het begrotingsjaar 1994 bestaat uit *tabellen van de basisallocaties*, zoals door de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is voorgeschreven;

2) Stelt tevens vast dat het *Rekenhof*, bij brief van 6 juni 1994, meldt dat het *geen opmerkingen* heeft in verband met de *overeenstemming* van dit document met de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor datzelfde jaar.

*
* *

Verklaart dat deze administratieve begroting in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van het wetsontwerp houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1994. »